

# Crise alimentaire : stop aux sanctions ?

vendredi 9 septembre 2022, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2022).

**Le « tchernoziom » est un sol extrêmement fertile comportant un taux élevé de matière organique (5%) jusqu'à un mètre de profondeur, voire plus. Historiquement, ces « terres noires » ont donné à l'Ukraine sa réputation de « grenier à blé » de l'empire russe et de l'Europe. Dans le cadre de la mondialisation néolibérale, le grenier à blé est devenu global : l'Ukraine était en 2018 le cinquième producteur mondial de maïs, le huitième producteur de blé, le premier producteur de tournesol, le troisième producteur de sarrasin. Douze pour cent des importations mondiales de céréales viennent d'Ukraine, et certains pays en sont extrêmement dépendants - en particulier au Moyen-Orient et en Afrique (le Liban à 51%, la Tunisie à 41%, l'Égypte à 21%, la Somalie à 70%). La Russie est également un gros producteur, de sorte qu'un tiers du blé mondial provient des deux pays.**

## Pillage impérialiste

On ne souligne pas assez le fait évident que l'appropriation des « tchernozioms » et de leur production est un des objectifs économiques que l'impérialisme grand-russe poursuit à travers sa guerre d'agression contre le peuple ukrainien. Il s'agit pour le Kremlin de renforcer son poids géostratégique sur la scène mondiale en jouant sur l'immensité de son territoire riche en ressources (minières, énergétiques et agricoles), et en étendant ce territoire par la conquête. Il faut savoir que 40% environ du blé ukrainien est produit dans les régions de l'Est et du Sud, qui sont les plus directement convoitées par Moscou. « La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens », disait Clausewitz. Le blocus des ports, les moissons incendiées, les champs minés, les missiles lancés contre les silos et les destructions d'installations portuaires ukrainiennes s'inscrivent dans ce cadre, de même que l'accaparement des stocks (environ 500.000 tonnes volées via la Crimée, selon Kyiv), l'occupation des fermes et le vol des machines agricoles dans les territoires temporairement occupés par l'armée russe.

## Istanbul : un accord fragile

Les accords d'Istanbul sur la reprise des exportations ukrainiennes de grain ne signifient pas que Poutine aurait renoncé à cet objectif. L'attaque lancée contre le port d'Odessa le lendemain de la signature de ces deux textes (la Russie et l'Ukraine ont signé chacune deux accords séparés, avec la Turquie et avec les Nations Unies) montre que ce n'est pas le cas. Il est plus probable que Moscou a décidé de souscrire à l'accord pour une série de raisons à la fois militaires (les capacités de frappe accrues de l'armée ukrainienne en Mer Noire, concrétisées par la reprise de l'île aux Serpents), diplomatiques (cultiver l'image d'une grande puissance responsable, en particulier vis-à-vis des pays d'Afrique et du Moyen-Orient les plus menacés de crise alimentaire) et économiques (bien que les exportations russes de céréales ne soient pas visées par les sanctions). Le chantage à la crise alimentaire mondiale - avec hausse généralisée des prix et famine dans les pays du Sud global - continue à faire partie de l'arsenal russe de la « guerre hybride ». Poutine n'hésitera pas à l'en ressortir pour exiger le desserrement des sanctions occidentales ou l'arrêt des livraisons d'armes modernes à l'Ukraine. Il lui suffira pour cela de choisir un prétexte adapté à sa propagande victimaire sur « la Russie agressée » (les attaques ukrainiennes contre les bases russes en Crimée,

par exemple ?).

## **Impacts de la guerre, de la pandémie et du réchauffement**

S'ils sont respectés, les accords d'Istanbul permettront à l'Ukraine d'exporter les 20 à 25 millions de tonnes de céréales bloquées dans ses silos. Tant mieux pour les populations qui en dépendent le plus. A plus long terme, cependant, le spectre de la crise alimentaire mondiale n'a fait que s'estomper un peu. D'abord parce que la guerre poutinienne de destruction est une guerre totale, qui frappe les champs autant que les villes : depuis son déclenchement, l'endommagement des surfaces cultivées et les problèmes de main-d'œuvre ont fait chuter la production ukrainienne de maïs de 51% et celle de blé de 53%... L'effet se fera sentir l'an prochain, et plusieurs années de suite. Ensuite parce que la hausse des prix des produits agricoles a commencé avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En novembre 2021, l'indice des prix alimentaires de la FAO se situait même légèrement au-dessus de son niveau record de 2008 (en pleine crise « financière »). Du point de vue conjoncturel, cette hausse est étroitement liée à celle des produits énergétiques, due aux goulots d'étranglement et aux phénomènes de désynchronisation qui ont affecté la croissance capitaliste mondiale à la sortie (temporaire ?) de la pandémie. Mais des facteurs plus structurels et plus préoccupants interviennent également, aux premiers rangs desquels l'épuisement des sols par l'agrobusiness productiviste et l'impact des changements climatiques (en 2021, les phénomènes extrêmes ont affecté très sévèrement les récoltes au Canada, dans l'Ouest américain, au Brésil et en Russie). Ces facteurs structurels sont à la base du fait que le nombre de personnes souffrant de la faim a recommencé à augmenter depuis une dizaine d'années, alors qu'il avait diminué entre 1970 et 1990.

La hausse des prix des aliments frappe durement les classes populaires, surtout dans les pays du Sud global. L'inflation annuelle des denrées alimentaires a atteint 22% en juillet 2022 au Nigéria, 11,60% en juillet au Pérou, 75,8% en juin au Sri Lanka. Dans ces trois pays, les ménages consacrent en moyenne respectivement 59%, 22,6% et 69,6% à l'achat de nourriture. Aux Etats-Unis, la hausse annuelle des prix des denrées alimentaires était de 10,9% en juillet, mais la part moyenne de l'alimentation dans les dépenses des ménages n'est que de 7,1% (BBC World Service, 17/8/2022). Les données pour l'Union européenne sont du même ordre, mais l'inflation sur la nourriture dépasse 20% dans certains pays de l'Union, et la part que les ménages consacrent en moyenne à se nourrir dépasse 20% dans les pays les plus pauvres de l'Union, ainsi que parmi les couches les plus pauvres de la population en général.

## **La faute aux sanctions ?**

Ensemble avec la hausse des prix de l'énergie, cette situation crée un grand mécontentement dans les classes populaires. Les populistes tentent de l'exploiter en imputant la hausse des prix principalement aux sanctions occidentales contre la Russie de Poutine : « les sanctions ne servent à rien et rendent la vie impayable aux classes populaires de chez nous, supprimons les sanctions », disent-ils en substance. Ce discours est tenu non seulement par l'extrême-droite - de la Française Marine Le Pen au Hongrois Viktor Orban - pour qui Poutine est une référence, mais aussi par divers courants de gauche : ceux qui confondent « campisme » anti-OTAN et internationalisme, certaines franges du mouvement pacifiste (pour qui les sanctions participent à une escalade guerrière) et les partis populistes de gauche. Dans une vidéo sur Youtube, par exemple, un eurodéputé belge du PTB réalise le tour de force de parler de l'impact de la guerre sur la hausse des prix des produits alimentaires sans évoquer le blocus des ports ukrainiens par la flotte russe. Les sanctions « aggravent la hausse des prix chez nous », notamment celle du pain, déclare-t-il. Et de conclure « on est en train de sanctionner les travailleurs plutôt que Poutine ». Des déclarations semblables ont été faites par des représentants de la gauche en Allemagne, en Italie et en Espagne, notamment.

Pour une gauche authentiquement internationaliste (une gauche pour qui l'internationalisme repose sur la solidarité avec les peuples en lutte) et qui procède à une analyse concrète de la situation concrète, il est important d'argumenter qu'on peut sortir de la crise alimentaire autrement qu'en augmentant encore le productivisme agricole, sans flatter le nationalisme, et sans offrir à Poutine l'impunité pour ses crimes. On peut le faire ? Non : on doit le faire, parce que c'est la seule manière de dégager des solutions structurelles, des solutions de « décroissance juste » respectueuses de la Terre et de ses habitants.e.s.

Comment ? On prendra deux exemples.

### **Gaspillage alimentaire : 1,3 milliards de tonnes**

La première chose à faire est d'adopter des politiques résolues de lutte contre la perte et contre le gaspillage alimentaires (on parle de perte au stade de la production, du stockage, de l'acheminement de gros ; et de gaspillage au stade de la distribution et de la consommation). Globalement, plus d'un tiers de la production alimentaire est perdu ou gaspillé. Cela représente 1,3 milliards de tonnes de nourriture. La production de ce 1,3 milliard de tonnes mobilise 28% de la superficie agricole, émet 3,3 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (tous gaz confondus) et détourne un tiers de l'eau consommée par l'agriculture (c'est-à-dire un tiers des 70% de l'eau douce consommée par l'humanité !). De plus, ce 1,3 milliard de tonnes de nourriture équivaut quatre fois les besoins alimentaires annuels des 800 millions d'êtres humains qui souffrent de la famine. Quatre fois...

Les explications de cet énorme scandale sont multiples : la mondialisation qui allonge les chaînes logistiques des denrées périssables, les spéculateurs qui stockent en attendant la hausse des prix, le sous-équipement des producteurs dans les pays du Sud, les prix très bas imposés aux paysans.e.s par l'agro-business, la rapacité des grands groupes de la distribution (on le sait trop peu : ces groupes fixent eux-mêmes les dates de péremption de leurs produits, en fonction du profit ; 10% du gaspillage dans l'UE est imputé à cette forme d'« obsolescence programmée » !), les pratiques des restaurants, le comportement des consommateurs riches et des pays riches, etc.

Directement ou indirectement, toutes ces explications se ramènent ou sont liées structurellement à une même cause : la concurrence pour le profit capitaliste, qui concentre la richesse à un pôle de la société et la pauvreté à l'autre, tout en ruinant à la fois les écosystèmes et la force de travail. Il faut donc y répondre par des mesures publiques de régulation, écologiques et sociales, débattues et adoptées démocratiquement.

### **Moins de viande, moins de bagnoles**

A côté de la lutte contre ce gaspillage, une deuxième chose à faire est de contester la structure même de l'agriculture capitaliste, notamment le fait qu'une part croissante de la production est détournée vers la production industrielle de viande (insoutenable socialement, écologiquement et éthiquement) et vers la fabrication d'agrocarburants. Il est indécent de prétendre qu'on manque de blé en Europe et que ce manque explique la hausse des prix, quand on sait que plus de 50% des céréales produites dans l'UE servent à alimenter le bétail (alors que celui-ci est herbivore, pas granivore !) et à faire rouler des voitures. Inutile de dire que cette lutte, comme la précédente, implique une politique publique qui ose affronter la logique capitaliste de surproduction pour le profit, pour remplacer l'agro-business par l'agroécologie.

### **La « décroissance juste » comme axe stratégique**

Voilà deux angles d'attaque à partir desquels une gauche digne de ce nom peut et doit élaborer une

réponse à la crise alimentaire. Mutatis mutandis, cette démarche générale vaut aussi pour la réponse à la crise énergétique : dans les deux cas, il s'agit de travailler sur l'axe de la « décroissance juste », parce que c'est la seule solution qui soit à la fois sociale, écologique, démocratique (respectueuse du droit à l'autodétermination des peuples) et internationaliste.

On peut certes contester telle ou telle sanction particulière prise par l'impérialisme occidental, par exemple parce qu'elle ne cible pas les vrais responsables dans le régime de Poutine. Mais agiter le « stop aux sanctions » comme un slogan, comme un moyen miracle de contrer l'inflation, revient à laisser l'essentiel dans l'ombre, tout en aidant Poutine à continuer le massacre et en faisant dangereusement le jeu du « notre peuple d'abord ». C'est un slogan pour l'extrême-droite populiste, nationaliste et démagogique, pas pour la gauche.

---

**Daniel Tanuro**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.-S.**

Commons

<https://commons.com.ua/en/prodovolcha-kriza-chi-var-to-znimati-sankciyi/>